



MINUSCA

Verbatim de la conférence de presse hebdomadaire de la MINUSCA du 4 novembre 2020 avec la Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général des Nations Unies, Madame Lizbeth Cullity, et la Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général des Nations Unies, Coordinatrice humanitaire et Coordinatrice résidente, Madame Denise Brown.

Vladimir Monteiro, porte-parole de la MINUSCA

Bonjour à tous, notamment aux auditeurs de Guira FM, 93.3 FM, les ondes de la paix. Nous sommes le mercredi 4 novembre 2020. C'est le jour de la conférence de presse hebdomadaire de la MINUSCA. Ce matin, nous avons deux invitées spéciales : la Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général des Nations Unies, Madame Lizbeth Cullity, et Madame Denise Brown, qui est également Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général des Nations Unies, Coordinatrice humanitaire et Coordinatrice résidente. Nous avons également les porte-paroles de la Force, le lieutenant-colonel Hassan Hakaoui et la porte-parole de la Police, Capitaine Agba Mazalo, qui pourront intervenir lors de vos questions sur les activités de ces deux composantes de la MINUSCA.

Nous commençons, comme d'habitude, par quelques images qui ont marqué la semaine, avec, comme vous le savez, cette visite conjointe Nations Unies, Union Africaine et CEEAC qui a séjourné à Bangui, entre le 27 et le 30 octobre, dans le cadre des initiatives concertées et permanentes, entre ces organisations pour appuyer le processus de paix en RCA, ainsi que le processus politique.

Nous parlerons comme je l'ai dit, vous aurez l'occasion de demander à la Force, de toutes les patrouilles, toutes les activités qui ont été menées. Sur ce tableau, vous avez les patrouilles de la semaine, dont près de 200 avec les FACA, dans l'ouest, dans le centre et dans l'est de la RCA. Vous avez quelques images de ces patrouilles, des casques bleus à Bria et dans les environs, et vous avez également les patrouilles avec les FACA, notamment à Bangassou et à Obo, des patrouilles de jour et de nuit.

Nous parlerons également de quelques statistiques sur les violations et abus des droits de l'homme entre le 27 octobre et le 2 novembre. Des violations et abus qui ont été essentiellement commis par quatre groupes armés, les auteurs présumés, et les préfectures les plus touchées sont l'Ouham et la Haute-Kotto.

Nous parlerons également des violations contre les enfants et la Force pourra également parler de quelques activités civilo-militaires, qui sont extrêmement importantes, notamment sur ces images des soins médicaux par les casques bleus bangladais à Bossembélé, mais aussi tanzaniens à Berberati.

Il y a eu également lancement d'une phase de formation à Kaga-Bandoro par les casques bleus bangladais, distribution des masques de protection et brosses à dents à des orphelins à Bangassou par des casques bleus marocains, ainsi que le nettoyage du camp de déplacés à Bria par les casques bleus zambiens.

Nous avons également - c'est avec la Police de la MINUSCA -, une remise de kits alimentaires et de produits de première nécessité aux veuves de Ndélé et aux non-voyants du Centre d'alphabétisation et de formation en braille des aveugles en Centrafrique. C'était à l'occasion du 20ème anniversaire de l'adoption de la résolution 1325. Enfin, une activité de sensibilisation pour la participation massive des femmes aux élections qui a eu lieu à Ndélé, une activité appuyée par la MINUSCA dans le cadre de son mandat.

Comme je le disais tantôt, la semaine dernière a été marquée par la mission conjointe en RCA, du Secrétaire général adjoint des Nations unies aux opérations de paix, M. Jean-Pierre Lacroix, du Commissaire à la paix et à la sécurité de l'Union africaine, l'ambassadeur Smaïl Chergui et le Président de la Commission de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), l'Ambassadeur Gilberto Da Piedade Verissimo.

Dans leur communiqué final du 30 octobre 2020, les trois hauts responsables rappellent leurs entretiens avec le Président de la République, les membres du Gouvernement, les responsables de partis de l'opposition et de la mouvance présidentielle, les organisations de la société civile et les associations de femmes, permettant ainsi d'échanger sur la situation en RCA.

Concernant le processus électoral, les hauts responsables des Nations unies, de l'Union africaine et de la CEEAC, se félicitent des avancées significatives dans les préparatifs des élections présidentielles et législatives. Ils invitent les acteurs politiques et toutes les parties prenantes à privilégier le dialogue pour la tenue d'élections pacifiques, libres, inclusives, transparentes et crédibles, dans le respect des délais constitutionnels. Les Nations unies, l'Union africaine et la CEEAC mettent en garde contre toutes tentatives d'entraver le processus électoral et signalent que les auteurs seront identifiés, arrêtés et traduits devant la justice.

S'agissant du processus de paix, les hauts responsables des Nations unies, de l'Union africaine et de la CEEAC saluent les progrès et condamnent fermement les violations graves de l'Accord, notamment par certains groupes armés qui continuent de menacer et de s'attaquer aux civils, aux travailleurs humanitaires,

aux casques bleus des Nations unies, ainsi qu'à l'autorité de l'Etat. Ils invitent ces groupes armés à mettre fin à la violence et à respecter scrupuleusement les termes de l'Accord ainsi que les appels au cessez-le-feu du Secrétaire général des Nations unies, António Guterres, et du Président de la Commission de l'Union africaine, Moussa Faki, pour mieux s'attaquer à la pandémie du COVID-19. Ils encouragent les groupes armés à s'engager dans le processus de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR) et les Unités spéciales mixtes de sécurité (USMS), et rappellent que le non-respect des engagements peut entraîner des sanctions au titre de l'article 35 de l'Accord.

La prochaine mission conjointe des Nations unies, de l'Union africaine et de la CEEAC est attendue à Bangui en avril 2021.

Alors que les discussions sur le renouvellement du mandat de la MINUSCA continuent au siège des Nations unies, à New York, la Mission poursuit l'exécution de ses tâches inscrites dans la résolution 2499. Parmi ses tâches figurent bien entendu la protection des populations civiles mais aussi le processus de paix, l'appui au processus électoral, le processus de Désarmement, Démobilisation et Réintégration (DDR) et la Réforme du Secteur de Sécurité. Les Représentantes spéciales adjointes du Secrétaire général des Nations unies en République centrafricaine, Lizbeth Cullity et Denise Brown, les invitées de la conférence de presse hebdomadaire de ce matin, vous en parleront.

La MINUSCA exécute son mandat dans une totale impartialité et le respect des valeurs et principes de l'organisation des Nations unies. Elle réaffirme son soutien au dialogue en vue d'un processus électoral apaisé et appelle à lutter contre les discours de haine et d'incitation à la violence.

➤ Au sujet des droits de l'homme

Au cours de la période entre le 27 octobre et le 2 novembre 2020, la Division des Droits de l'Homme (DDH) de la MINUSCA a documenté et vérifié six incidents d'abus et de violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire ayant affecté 11 victimes. Les préfectures les plus touchées sont la Haute-Kotto et l'Ouham. Les auteurs présumés sont le MPC, le FPRC, l'UPC et les anti-Balaka.

➤ Protection de l'enfance

Entre le 23 et le 29 octobre 2020, l'Unité Protection de l'Enfant de la MINUSCA a documenté quatre violations graves ayant affecté directement deux enfants. Les deux enfants ont été séparément enlevés et utilisés par un groupe armé. Les deux enfants se sont échappés du groupe armé. Un enfant a été réuni avec sa famille, et le deuxième se trouve avec un partenaire de protection de l'enfant. De plus, parmi les incidents répertoriés figure une entrave à l'accès humanitaire. La MINUSCA vérifie également des allégations de viol de quatre filles.

L'unité protection de l'enfant de la Mission a par ailleurs rencontré un représentant du Gouvernement sur la question de la libération des enfants accusés et détenus pour association aux groupes armés. Selon la loi internationale et nationale, et les principes directeurs, ces enfants devraient être reconnus comme des victimes. Le recrutement et utilisation des enfants de moins de 18 ans par les forces et les groupes armés est une violation du droit international.

Sur ce, je me tourne vers la Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général des Nations Unies, Madame Lizbeth Cullity, pour ses propos liminaires.

Lizbeth Cullity, Représentante spéciale adjointe

Merci beaucoup Vladimir. Bonjour à tout le monde.

J'aimerais parler aujourd'hui, sur le progrès dans la mise en œuvre de l'accord de paix. Et j'aimerais commencer par parler des accords de paix locaux.

Je pense que c'est très important de constater les progrès significatifs dans ce domaine. Depuis 2018, il y a eu 19 accords de paix intercommunautaires à travers le pays, signés par des groupes armés, les autorités, et autres parties prenantes. Ça, c'est très important si on pense que c'est avec les CMOP (Comité de mise en œuvre préfectoral) et les CTS (Comité technique de sécurité), qui ont été établis dans tout le pays après la signature de l'APPR. C'est très important de constater et de réaliser que le CMOP et le CTS fournissent un forum d'échanges d'idées entre les communautés où les relations de développement peuvent mener vers des accords concrets. Ces réunions qui sont faites par le CMOP et le CTS dans toutes les préfectures sont réellement des endroits où l'on peut avoir une conversation et où tous les différents partenaires peuvent discuter leur réalité, leur contexte. C'est la meilleure manière de mesurer les problèmes entre les communautés.

On peut prendre un exemple, récemment, l'accord de pacte de non-agression à Ndélé, on peut considérer aussi ce qui a été fait à Birao, où on a établi une ville sans arme. Et, on peut dire que tous ces pactes locaux, y compris , à Bria, nous ont mené cette semaine vers une grande réunion de réconciliation, ici, à Bangui, qui sera organisée par le gouvernement. Donc, le problème interethnique Goula-Rounga et d'autres problèmes dans ces quatre villes - Ndélé, Birao, Bria et Kaga-Bandoro -, le dialogue et les accords locaux, c'est ça qui a commencé à résoudre des problèmes. Et maintenant, le gouvernement a pris en charge d'avoir cette grande réunion de réconciliation. Les gens vont arriver de ces quatre villes ce week-end et la réunion va être organisée dans les prochains jours. Je pense que cela montre que le CMOP, le CTS, les mécanismes de mise en œuvre de l'accord

de paix contribuent de manière significative au dialogue qui nous a permis d'établir la paix dans les différentes zones. Et l'on note que ces conflits sont souvent des luttes pour le contrôle des ressources naturelles et de la taxation du commerce et des activités minières. Ces problèmes sont complexes. Donc, le dialogue va être difficile et long. Ce n'est pas quelque chose que l'on peut résoudre du jour au lendemain, mais c'est seulement le dialogue qui peut nous mener vers une paix durable.

En plus des accords de paix locaux, j'aimerais mentionner d'autres tâches que nous, ici, à la MINUSCA, menons en travaillant de manière étroite avec le gouvernement.

Le premier, c'est le DDR. Avec le PNDDR (Programme national du DDRR), je pense que durant la semaine quelques chiffres avaient été partagés avec vous. Mais, je peux dire avec beaucoup de fierté aujourd'hui pour le gouvernement centrafricain qu'on a déjà dépassé 2500 combattants qui ont été désarmés, depuis décembre 2018. Ce qui est important, dans ce chiffre, c'est que depuis les quatre derniers mois, depuis fin juin, on a désarmé la moitié de ce nombre. Cela veut dire que 1250 ont été désarmés depuis juin 2020. Le travail est important, le travail est difficile. Mais, les gens sont en train réellement de participer. Et la bonne nouvelle, c'est que ça continue. Dans la zone un peu éloignée de Birao, il y a encore une centaine de combattants qui ont dit qu'ils sont prêts à désarmer. On va continuer et on va compléter le processus.

Sur un autre plan, la MINUSCA travaille beaucoup sur la Réformes du Secteur de Sécurité (RSS). C'est un domaine où l'on ne peut pas constater des avancées d'un jour à l'autre, c'est quelque chose qui demande du temps et beaucoup d'investissements.

Là, j'aimerais juste souligner trois points où l'on peut dire que la MINUSCA travaille en étroite collaboration avec le gouvernement pour reformer le secteur de sécurité.

1. L'amélioration de la bonne gouvernance sur la sécurité. La MINUSCA a concentré ses soutiens aux autorités nationales dans le domaine de la sécurité, mais aussi, à tous les acteurs de la société centrafricaine parce que pour avoir la sécurité, cela implique tout le monde. Ce n'est pas seulement un policier, mais une communauté et la population. C'est un accord entre la population et les différentes forces de sécurité.
2. La campagne nationale de recrutement des FACA et FSI. Nous sommes pour le moment en train de donner un coup de main, un soutien logistique pour assurer qu'il y ait une pleine représentativité nationale et régionale. Cette nouvelle armée va être inclusive et va avoir les ressortissants de toutes les provinces du pays.

J'aimerais faire un deuxième point sur la réforme du secteur de sécurité, et cela concerne les institutions judiciaires, le Tribunal militaire permanent et le travail mené pour lutter contre l'impunité dans ce pays. On parle souvent de ces instances qui travaillent pour s'assurer si les droits de l'homme sont respectés, on parle des inspections générales des différentes forces de sécurité et de justice militaire. On travaille en étroite collaboration avec Madame la Ministre de la Défense et les choses sont en train d'avancer.

3. Le dernier point, ce sont les USMS. C'est quelque chose qui intéresse beaucoup les ex-combattants. Dans l'ouest, à Bouar, il y avait des défis. On a tous constaté qu'il y avait des défis. Maintenant, on a tous réalisé que l'on peut faire les choses différemment, on est en train de chercher une manière de vraiment améliorer la nouvelle USMS qui va être lancée bientôt à Ndélé. Le camp est déjà construit, la formation des formateurs est complétée. Et maintenant, il y a des dernières discussions avec les combattants et les chefs des groupes armés impliqués pour aller de l'avant.

Merci beaucoup à vous tous.

Vladimir Monteiro

Merci beaucoup Madame Lizbeth Cullity, Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général des Nations Unies. Nous nous tournons à présent vers Madame Denise Brown, Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général des Nations Unies, Coordinatrice humanitaire et Coordinatrice résidente.

Madame Denise Brown, Représentante spéciale adjointe

Bonjour ! Aujourd'hui, je vais parler en tant que Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général, chargée de la coordination des élections, préparation et soutien aux élections des Nations Unies.

Tout d'abord, au niveau du mandat, nous avons un mandat qui est autorisé par le Conseil de sécurité, et ce mandat est renouvelé chaque année, c'est au mois de novembre, donc, cette discussion tombe très très bien. L'année dernière, en novembre 2019, le mandat de la MINUSCA a été modifié de façon importante pour tenir compte des élections, des élections générales, mais aussi des élections locales. Avant novembre 2019, la Division électorale de la MINUSCA était composée de trois personnes, parce que dans le mandat, notre soutien était limité aux bons offices. Donc, il y a exactement une année, le mandat a été modifié pour que la MINUSCA puisse fournir un appui beaucoup plus important, au niveau opérationnel, au niveau de la logistique, au niveau technique, et, bien sûr, au niveau de la sécurisation des élections, et, bien sûr, ils ont maintenu le soutien de bons offices au niveau du bureau du Représentant spécial.

Cela nous a permis de renforcer notre appui pour la préparation des élections. Maintenant, la Division électorale compte 71 personnes. Et ces 71 personnes sont déployées à travers tout le territoire national, y compris Bangui.

Le 16 novembre de cette année, la Mission aura un nouveau mandat. Nous espérons, nous pensons que l'on aura toujours le mandat de soutenir les élections générales, et nous espérons aussi que nous aurons le mandat pour continuer à appuyer les préparations pour les élections locales. Et si les informations que j'ai sont correctes, il n'y a pas eu d'élections locales dans ce pays depuis 1988. Donc, nous pensons que c'est aussi important de soutenir les élections locales, d'où viendra la stabilité au niveau des communautés, la gouvernance locale.

Cela, c'est au niveau du mandat, c'est ça qui nous donne le chapeau de tout le soutien que la MINUSCA est en train de fournir. Donc, si je vous parle un tout petit peu de l'appui actuel, il y a une partie de mon équipe dont leurs bureaux se trouvent au siège de l'ANE. On essaie vraiment de faire partie, on ne remplace pas, on soutient. Donc, il y a des collègues qui sont au niveau de l'ANE. Une des choses, juste pour vous donner un exemple des soutiens que nous fournissons, c'est justement au niveau de l'élaboration des plans opérationnels. Imaginez-vous, quand on parle de tablettes, les fameuses tablettes, qui sont arrivées dans le pays depuis le mois de juin, qui ont servi comme outils pour enrôler les électeurs, pratiquement deux millions. Je vous dis que la période de contentieux, va se terminer et donc le chiffre final sortira de l'ANE. Donc, étape par étape, ça a été planifié : mobilisation des ressources, à travers le *basket-fund* qui est géré par le PNUD, achat de matériels, les tablettes, qui a été faite par le PNUD à l'étranger, l'arrivée dans le pays, le stockage à l'aéroport où la sécurisation des tablettes était faite par la Force de la MINUSCA. Ensuite, la formation des agents tablette, ensuite l'acheminement des tablettes et des agents tablette par la MINUSCA. Et donc, le déploiement sur le terrain pour l'enregistrement qui a pris fin et la liste électorale est sortie le 14 octobre. Une division des tâches basée sur le plan opérationnel qui a été élaboré par l'ANE mais avec l'appui de la MINUSCA, du PNUD, de l'Union Européenne. C'est un appui technique. Ça, c'est au niveau opérationnel.

Au niveau stratégique et coordination, il y a le comité stratégique électoral qui est présidé par le Premier ministre - je représente la MINUSCA dans ce comité -, et c'est la communauté internationale, ce sont des ministres, la société civile, les partis politiques, qui sont présents. On se voit chaque semaine mais on se retrouve depuis le mois d'octobre de l'année dernière. Même si vous ne voyez pas ça, parce que la presse n'est présente, il y a des discussions régulières autour des préparatifs du processus électoral, autour des défis, il faut dire qu'il y a eu des défis, les tablettes sont venues avec quatre mois de retard à cause de la Covid, et des retards dans le

processus d'enrôlement. Donc, il y a une transparence dans ces discussions. Et tout ça avec l'objectif de trouver des solutions. On était vraiment rassuré d'avoir la liste électorale qui est sortie le 14 octobre, et qui permet donc le respect de l'ordre constitutionnel et les élections générales qui auront lieu le 27 décembre.

Il y a aussi le cadre de concertation, ça aussi, c'est extrêmement important. C'est le lieu des échanges politiques. Tous les partis politiques sont présents, la société civile, les associations de femmes, et les Nations Unies, pas comme membre mais comme observateur. Et toute la discussion autour de la modification du projet de Code électoral, on était là pour témoigner de ces discussions. Juste pour vous expliquer encore une fois, on est présent au niveau technique, on est présent au niveau opérationnel, on est présent dans des discussions stratégiques. Tous les outils de la Mission sont déployés.

Je peux vous donner quelques chiffres : on a dépassé 100 vols spéciaux, juste pour les élections. Par exemple, quand il y avait une ville où l'enrôlement est terminé, il fallait ramener ces tablettes à Bangui, cela a été fait par la MINUSCA. Avec 107 vols, on a transporté 120 tonnes de matériel électoral. Pour mettre ça dans un langage plus compréhensible, sachez qu'un grand camion peut transporter 30 tonnes de matériels.

573 agents recenseurs ont été transportés par la MUNISCA pour s'assurer que dans chaque communauté, dans chaque centre d'enregistrement, il y avait un personnel de l'ANE. Et là, je vous signale quand même une évolution importante : en 2015, je n'étais pas là, mais en 2015, la liste électorale a été faite à la main, le volume de papiers, c'est susceptible aux erreurs. Là, il y a une évolution importante dans la technologie. Les tablettes ça ressemble à des iPads et ces tablettes, les données sont stockées dans ces tablettes. Et pour chaque électeur / électrice, il y a une photo très claire. Ces informations sont transférées dans les serveurs. Avec le logiciel qui est utilisé, il y a moyen d'identifier les doublons. Il y a quand même des évolutions technologiques très importantes entre 2015 et 2020. Je tiens aussi à souligner cela.

Le plan de sécurisation des élections, ce n'est pas un plan de sécurisation de la MINUSCA. C'est un plan conjoint signé par le Premier ministre, le Représentant spécial et la présidente de l'ANE. Donc, il y a une parfaite collaboration et coordination. Nous sommes là en appui pour toutes les questions qui concerne la sécurisation des élections. Il y a le plan officiel qui est là, mais, depuis des mois, tous nos efforts sont faits pour assister dans le transport et la sécurisation des matériels, dans les mouvements des agents tablette, ce qui était important à travers tout le territoire national, surtout dans le nord-ouest du pays. Le document a été signé en septembre, il a commencé bien avant.

Je vais vous parler de quelque chose qui est très important, c'est la sécurisation des femmes pour les élections. Vous savez quand vous regardez les chiffres pour les élections, les femmes représentent pratiquement 50%. La vulnérabilité des femmes n'est pas la même vulnérabilité pour les hommes, il y a toujours de l'inquiétude pour les femmes comme électrices. Nous avons donc initié des sessions de sensibilisation avec différentes associations, ici, à Bangui. Je sors d'une réunion où on a proposé que ça soit répliqué dans toutes les préfectures. Il y a des vulnérabilités, des risques pour les femmes en Centrafrique, et nous devons en tenir compte pour que les femmes puissent, elles aussi, jouer leur rôle civique. Les femmes peuvent voter, les femmes peuvent changer le pays, changer les institutions, protéger les communautés et protéger la famille. Donc, elles jouent un rôle très important et les Nations unies souhaitent voir pleinement l'implication des femmes dans ces élections.

Vous savez que le processus électoral est passé à une autre phase. C'est la phase de dépôt de candidatures. Selon nos informations, ce n'est pas la MINUSCA qui génère ces informations, ce matin, il y avait neuf personnes qui ont déposé leur candidature pour l'élection présidentielle. Vraiment, nous pensons, nous sommes convaincus que nous sommes sur la dernière ligne droite pour les élections du 27 décembre, très importantes pour la stabilité du pays. Une fois que la période de contentieux est clôturée, l'ANE sortira la liste finale. Et vraiment le plaidoyer des Nations Unies, est que tout le monde respecte le code électoral, que tout le monde respecte les décisions de la cour constitutionnelle, et que le pays puisse aller vers une élection le 27 décembre, qui soit paisible et transparente. Ça c'est vraiment un plaidoyer de notre part.

Juste un dernier point sur les conditions de sécurisation. Je n'étais pas là encore une fois en 2015, mais la situation a évolué énormément entre 2015 et 2020. En regardant les chiffres de 2015, lors du premier tour, il y a eu 65 % des électeurs qui ont voté. La situation sécuritaire en 2020 est très différente de 2015. Nous espérons qu'avec la mobilisation, le pays va dépasser les 65%, il n'y a pas de raison que cela ne puisse pas se faire.

Un dernier mot sur la Covid, vous savez que la MINUSCA, comme toutes les agences des Nations Unies, et les ONG internationales, ont travaillé main dans la main avec le gouvernement, à travers le Ministre de la Santé. Les choses n'ont pas été faciles : en avril, mai et juin, il y avait une sorte de panique qui régnait dans le pays. La situation a été gérée. Rappelez-vous qu'à un certain moment, 300 camions étaient bloqués sur la frontière avec le Cameroun. Mais, il y avait une vision, il y avait une stratégie derrière, et tout le monde a joué son rôle. Actuellement, et Vladimir peut me corriger si j'ai tort, au sein de la MINUSCA, il y a actuellement trois

cas, actifs. Au sein des agences, je pense qu'il n'y a pas de cas. En tout, sur 15 000 personnes de la MINUSCA et 2 000 personnes des agences des Nations Unies, il y a trois cas actifs. C'étaient beaucoup d'efforts, ce n'était pas facile, ça demandait beaucoup de discipline. Finalement, le pays est en bonne situation par rapport à la situation de la Covid dans d'autres pays.

Merci beaucoup.

Vladimir

Merci beaucoup Madame Denise Brown. Nous nous tournons à présent vers les journalistes pour les questions. Nous en avons reçu certaines notamment de l'ACAP, du journal le Témoin ainsi que du journal Anti-Infox -RCA. Nous allons prendre d'abord deux personnes qui sont dans la salle avec nous, Le Citoyen ainsi que Vision 4-RCA dans un premier temps.

Odilon Koulaka (Le Citoyen) : La première question est celle de savoir, sur le plan de la sécurisation des élections, comment la MINUSCA va faire pour sécuriser chaque candidat, dans sa zone de juridiction sous la coupe réglée des groupes armés ?

La deuxième question s'adresse à la Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général chargée des Affaires humanitaires. Au niveau de Bimbo, la population se plaint par rapport à la montée des eaux, comment la MINUSCA va faire pour aider la population ?

Eric Voudakpa Ngoya (Vision 4 -RCA) : Toutes mes deux préoccupations ont été déjà prises en compte par Odilon Koulaka. En ce qui concerne le 6^e arrondissement, je vais quand même reformuler quelque chose à Madame Denise Brown. Parce que vous êtes là pour parler un peu de cette situation en ce qui concerne les bons offices du côté de la MINUSCA, et cette population crie depuis et jusqu'à présent il n'y a pas de réponse du côté de la MINUSCA. Est-ce que ça ne fait pas partie de votre mission ?

En deuxième lieu nous avons quelques informations du côté de Nana Boguila, la question est pour Vladimir en ce qui concerne la présence des éléments des mouvements armés. Pourquoi alors que nous sommes à l'approche des élections, il y a encore quelque présence signalée et la population est toujours terrée chez elle ? Comment va-t-elle voter ?

Et pour finir avec des élections, il y a de cela quelques jours, le parti KNK a organisé un meeting du côté de 6^e arrondissement, en y allant, ce meeting a été perturbé par le crépitement des armes. Mais, vous avez parlé tout à l'heure, ici, du plan général de sécurisation de ces élections, comment peut-on assister à ce scénario alors que nous nous approchons de la campagne électorale qui va certainement commencer. Il y a beaucoup des partis qui vont rentrer en

campagne et ça sera dispersé, comment allez-vous procéder pour que ces campagnes électorales puissent bien se passer ?

Lizbeth Cullity, Représentante spéciale adjointe

Je pense que peut être vous avez vu hier un communiqué de presse de l'UPC qui a demandé de participer au processus du DDR. Je pense que c'est très important, on a parlé tout à l'heure de ce processus, et le fait qu'on a un grand intérêt que ces groupes armés soient désarmés. C'est vrai qu'il y a eu une pause pendant quelques mois, mais depuis le mois de juin, on constate que tous les groupes armés sont intéressés, et ils sont en pleine activité d'entrer dans ce processus. Donc, on a déjà ces quatre villes dans le nord-est et le centre, et maintenant, c'est le sud-est qui a demandé de participer, je pense que le processus de DDR va continuer certainement. On a besoin d'une certaine pause pour ce processus le jour du scrutin. Et peut-être, on va continuer à discuter la durée de cette pause, mais on va continuer à prendre les armes et faire entrer ces combattants dans un processus de paix durable. C'est quelque chose qui est en train de marcher et qui va contribuer au plan de sécurité que Madame Brown a mentionné. C'est sûr que ce n'est pas tout le monde qui va être désarmé avant les élections. Mais, le fait qu'on continue aussi avec le dialogue politique, que les garants et les facilitateurs, que le gouvernement est en train d'organiser cette grande rencontre, ce week-end, et le fait qu'il y a réellement une volonté politique de continuer à convaincre, de travailler avec ces gens, c'est extrêmement important. Et je pense que c'est le moment. Cela est en train de marcher et on va continuer de travailler. Merci

Denise Brown, Représentante spéciale adjointe

Je vais commencer avec les inondations. Il y a beaucoup de préparations en cours pour les inondations qui ont été commencées. Il y a le comité de crise qui est présidé par Madame la ministre des Affaires humanitaires, mais aussi au sein des Nations unies - c'est moi qui préside le comité -, avec la Force, UNPOL et OCHA, côté humanitaire. Donc, des priorités ont été identifiées, d'abord, ils ont identifié des zones qui représentent un grand risque d'inondation dans la ville de Bangui. Il n'y a pas que Bangui, on a déjà commencé notre réponse dans le nord et l'extrême-nord du pays, près de la frontière tchadienne, les humanitaires y ont été déjà trois fois pour livrer l'assistance. Et c'est là où on a plus de personnes affectées par les inondations, et nous avons un tableau qui fait un résumé de tous ces chiffres qu'on peut partager avec Vladimir, qui le partagera avec vous. Il n'y a pas que Bangui qui est touchée par des inondations, mais à Bangui les zones à haut risque ont été identifiées, visitées par Madame la ministre avec le soutien de nos ingénieurs de la Force et les humanitaires. Ce matin, j'étais à Pk5 et je voyais des travaux qui ont été faits, parce que le risque est que quand on voit le niveau de la rivière qui ne cesse d'augmenter, que ça va au niveau de Bimbo... C'est là où les canaux de la ville s'orientent, c'est parce que les canaux sont bloqués qu'il y a des inondations. Donc, le nettoyage pour s'assurer des points de drainage est déjà en cours, je l'ai vu moi-même, ce matin, à PK5.

Il y a la situation des personnes déplacées, quelques-unes depuis l'année dernière, et peut-être 700 pour le moment, au niveau de Bangui, mais il faut que je vérifie les chiffres. Mais je peux vous assurer qu'il y a une assistance en cours par la communauté humanitaire. Si vous avez des informations sur un voisin, ou une communauté qui n'a pas une assistance, vous me donnez les détails, je vais les prendre, après on va aller voir. Mais vraiment il y a un énorme effort pour s'assurer que les mesures de précaution sont prises, néanmoins, il y a eu des inondations importantes l'année dernière. Cette année, ça a commencé, il faut aussi regarder à plus long terme au niveau des structures qui sont des mesures nécessaires pour éviter que chaque année il y ait des inondations.

Maintenant, au niveau de la sécurisation, ce n'est pas le plan de sécurisation de la MINUSCA. Ce n'est pas que les outils et les moyens de la MINUSCA, ce sont les autorités nationales en première ligne, donc les FACA et des FSI, et ils sont en train de travailler sur le plan de déploiement. Je ne peux pas partager les détails avec vous, mais pour vous dire que les autorités nationales sont bien conscientes de l'importance du plan qui a été signé par le Premier ministre, l'importance de mettre la contribution nationale derrière le plan de sécurisation et la MINUSCA viendra en appui quand c'est nécessaire. Mais, la MINUSCA – 12 500 personnes en uniforme -, notre mandat, c'est la protection de la population et donc ça on va continuer en même temps. Mais on laisse les experts faire leur travail. Ils ont développé des stratégies, ils vont les mettre en œuvre.

Pour le reste que ça soit une réunion à PK5 ou autre, la responsabilité de la mission, c'est la protection de la population. Donc, on est toujours présent à PK5 avec UNPOL, avec JTFB (Joint Task Force of Bangui) qui sont toujours présents et ils seront toujours présents. Et je vous signale que les FSI ont maintenant déployé des postes de police à PK5, encore j'y étais ce matin et je les ai vus. Je ne parlerai pas d'une réunion en particulier. Juste pour vous dire que notre dispositif est là, si nécessaire sera renforcé. Oui, on suit tout ou cas où il y a des menaces pour la population.

Vladimir : Merci. Madame Denise Brown a également répondu tout à l'heure en s'adressant au journal Le Citoyen à la question d'ACAP, qui voulait savoir un peu comment on allait mener la question du désarmement en pleine période électorale. Il y a une question d'Anti-Infox RCA sur la situation sécuritaire, il demande si tout est prêt. C'est également le cas d'ACAP ainsi que Le Témoin qui demandent si la MINUSCA peut agir concernant une plainte d'une population dans l'Ombella Mpoko qui n'aurait pas été enregistrée lors du processus d'enrôlement. Mais nous allons prendre Radio Ndeke Luka et RFI.

Claire Ndombe Assamba (Radio Ndeke Luka)

Quelle est la réaction de la MINUSCA sur les déclarations des députés qui, depuis hier, sur les réseaux sociaux parlent d'une collusion entre le contingent marocain à Obo avec les groupes armés de l'UPC. Je cite « la MINUSCA par la

voix de son chef accuse le député de la nation Ernest Mizedio de colporter des mensonges et met en garde l'honorable Ernest Mizedio contre toute tentative de saper la cohésion sociale, la cohésion entre la MINUSCA et la population du Haut-Mbomou, et se réserve le droit de porter cette campagne de haine à très haut niveau national et international ». Je veux vraiment cette réaction.

J'ai quelques préoccupations à l'endroit de Vladimir Monteiro, où en sommes-nous avec l'élément FACA pris en otage ? Et peut-être la position de la MINUSCA sur la préfecture de l'Ouham qui est polluée par les éléments de 3R de Sidiki Abass et pourquoi les sanctions ne tombent pas malgré qu'il y ait des progrès qui concernent l'accord politique pour la paix ?

Charlotte Cosset (RFI)

Ma question concerne les réfugiés, à priori, ils n'iront pas voter cette année, quelle est la réaction de la MINUSCA par rapport à ça ? Un centrafricain sur cinq représente une grosse proportion, quelle est votre réaction ?

Et mes questions rejoignent un peu celles de radio Ndeke Luka, un FACA encore détenu par les 3R, de nombreuses violations du droit de circuler de la part des groupes armés, qu'est-ce qui vous fait dire que plus de 70 % des gens pourront aller voter par rapport à 2015 ?

Lizbeth Cullity, Représentante spéciale adjointe

Je voudrais souligner qu'il y a des soldats de la MINUSCA de différents pays qui ont été tués pendant leur travail. Je pense qu'on ne peut pas oublier que les soldats des Nations unies, travaillant pour la MINUSCA dans le pays où il y a un problème de stabilité, ces gens sont en train de livrer le plus grand sacrifice de leur vie, c'est leur vie même. Et donc on ne prend pas au sérieux ces allégations. Nos soldats ne sont pas en train d'avoir de collusion avec différents groupes armés, pas du tout. Nos soldats sont en train de chercher des moyens pour contribuer à la mise en œuvre de l'accord de paix et la stabilité pour ce pays. On ne prend pas ça au sérieux, au contraire on dénonce ce type de mauvaise information qui circule. Et nous sommes très fiers du travail qui continue sur le terrain. Ce n'est pas facile, mais le travail continue.

Concernant les 3R, on considère aussi qu'il y a des progrès qui ont été faits, on a constaté que Monsieur Sidiki, lui-même, a été mis sur la liste des sanctions. C'est quelque chose de très important. Il y a des arrestations qui ont été faites cette année à Obo et qui montrent clairement qu'il n'y a pas une collusion entre les soldats des Nations unies avec les groupes armés. Au contraire, nous sommes en train de chercher la paix et on travaille avec tous les acteurs sérieux qui cherchent avec nous cette paix. Les sanctions parfois sont mal comprises. Chaque organisation a son régime de sanctions mais, il y a des sanctions, il y a des arrestations, il y a des listes de sanction, il y a différentes actions qui ont été prises, et on va continuer d'assurer, comme Denise a déjà dit, la mise en œuvre de notre mandat. C'est pour effectivement chercher les moyens de protéger tous

les citoyens de ce pays et de collaborer avec l'Etat dans la solution à la question de groupes armés sur l'ensemble du territoire, avec le plein respect des droits de l'homme. Merci beaucoup.

Denise Brown, Représentante spéciale adjointe

Je vous signale que malgré la Covid-19, malgré la saison de pluie, malgré le retard dans l'arrivée des équipements électoraux, il y a quand même pratiquement 2 000 000 de personnes qui se sont enrôlées pour les élections, dont 46,64 % sont des femmes. Oui, il y a eu des difficultés, c'est vrai, on sort d'une période très difficile néanmoins la population s'est exprimée à travers cette liste électorale. Même dans le nord-ouest du pays, les gens se sont enrôlés, l'opération A la Londo continue, il n'y a plus la présence de 3R dans les villes du nord-ouest et les inscriptions ont été faites. Maintenant, on va assister à la mobilisation pour le vote. La Force et UNPOL vont faire leur travail et on va s'assurer que les gens qui sont sur la liste électorale vont pouvoir voter. Moi, j'insiste : ce n'est pas pour rien qu'il y a autant de femmes qui sont sorties pour s'enrôler, ce n'est pas toujours évident quand on s'occupe des enfants à la maison et qu'on doit aller pour s'enregistrer, elles l'ont fait. Du côté des Nations unies, on doit tout faire pour que tout le monde puisse voter, et ça, c'est l'inclusivité. Les Nations unies soutiennent le principe d'inclusivité.

Vladimir : La Représentante spéciale adjointe Denise Brown a parlé de ces résultats obtenus dans des conditions extrêmement difficiles en rappelant le contexte de la Covid-19, la saison des pluies, le retard dans l'arrivée des matériels. Je pense que c'est cet optimisme qu'il faut garder par rapport à la question du traitement de l'otage FACA qui reste aux mains de 3R. Vous vous souvenez sur trois détenus, deux policiers ont été libérés, il faut voir cette libération dans le contexte de l'opération en cours dans le nord-ouest, menée par la Force de la MINUSCA et les FACA. Il faut voir cette libération dans cette pression sur Sidiki, mais également l'engagement politique qu'il y a eu à différents niveaux notamment aussi au niveau local. Donc, c'est cet optimisme qui a caractérisé le processus d'enrôlement qu'il faut garder par rapport au traitement de ce problème. Vous avez constaté qu'il y a eu une concertation récemment lors de la visite de cette mission conjointe Union Africaine, CEEAC, Nations Unies. Une rencontre avec les groupes armés où ces différents problèmes, mais surtout ces violations ont été soulevées et nous continuons à croire que cette question aura une solution bientôt.

Constantin Goutendji (Radio Guira)

Je n'ai qu'une seule préoccupation, ça concerne les admissibles au recrutement FSI qui sont connus depuis le mois d'octobre. A quel niveau se trouve le processus aujourd'hui ? La question s'adresse à la porte-parole de la Police.

Capitaine Mazalo Agba, porte-parole de la Police de la MINUSCA

Par rapport aux résultats des admissibilités au concours des 1 000 FSI, comme vous le saviez, les 1 305 candidats retenus ont démarré depuis la semaine passée les visites médicales d'aptitude dans les deux écoles de la police et de la gendarmerie. Ces visites se poursuivent et prendront fin probablement le 10 novembre prochain. Merci.

Vladimir Monteiro

Merci beaucoup. Le Témoin posait une question sur l'enrôlement dans une préfecture de l'Ombella Mpoko. Comme l'a dit tout à l'heure la Représentante spéciale adjointe, Denise Brown, nous appuyons l'ANE, nous ne sommes pas là pour remplacer cette institution qui est chargée de l'organisation des élections. Il y a eu une conférence de presse de l'ANE, samedi, et ils ont parlé directement sur l'organisation du scrutin du 27 décembre 2020.

Merci à vous, mesdames et messieurs les journalistes et aux auditeurs de Guira FM.